

# NON À L'APPLICATION STOP-COVID !

## Refusons le contrôle généralisé

La faillite du gouvernement dans la gestion de l'épidémie de Covid 19 l'amène à se décharger de toutes ses responsabilités : si le pays manque de masques, de tests, c'est d'après lui "parce que les scientifiques auraient changé d'avis". De la même façon, il cherche à transférer aux individus la responsabilité de se prémunir face au virus par le biais d'une application numérique : Stop Covid. Cette dernière, une fois installée sur le téléphone d'une personne, permettrait de retracer l'historique de ses relations sociales stocké sur un serveur central recensant aussi l'état des personnes atteintes par le virus.

Le gouvernement prétend garantir le respect de la vie privée dans le cadre du RGPD (Règlement Général de la Protection des Données, texte européen). Or il revendique une conservation des données "générale et indifférenciée" (sans limite de temps et de type de données) dérogoire aux règles habituelles, plus protectrices. Par ailleurs, la promesse d'anonymisation de nos données est mensongère, particulièrement dans le domaine de la santé où quelques données médicales suffisent à retrouver n'importe quel patient.

L'application ne serait efficace que si elle est installée par les trois quarts de la population. Or, les Singapouriens, très équipés et plus légitimistes, n'ont été qu'environ 20% à installer une application similaire. En France, 23% de la population ne possède pas de smartphone, et même 56% des plus de 70 ans, les plus vulnérables face à cette pandémie. Et l'emploi d'un smartphone activé en permanence serait insupportable pour les personnes qui souffrent d'électrohypersensibilité. Par ailleurs, certains industriels proposent de généraliser des bracelets électroniques pour les personnes n'ayant pas de smartphone.

Le gouvernement affirme que cette application serait facultative, il est cependant à craindre qu'elle soit rendue obligatoire pour accéder à certains lieux publics, scolaires ou professionnels. Le risque est aussi la stigmatisation de ceux qui seraient identifiés comme porteurs du virus. De plus, le faux sentiment de sécurité induit par son activation pourrait inciter à ne plus être vigilant.

Ce projet intervient dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire décrété le 23 mars 2020 et, pour le moment, prolongé jusqu'au 23 juillet. Comme le souligne Malik Salemour, président de la LDH, "le contexte difficile de la pandémie est mis à profit par l'exécutif et sa majorité pour mettre entre parenthèses notre démocratie et, avec elle, nos institutions". En effet, Parlement, Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat, CNIL en sont tous réduits, dans la période, au rôle de spectateurs. Amnesty International et d'autres organisations internationales dénoncent : "Les initiatives des Etats visant à contenir le virus ne doivent pas servir de prétexte à entrer dans une nouvelle ère de systèmes généralisés de surveillance numérique invasive."

## Arrêtez de nous pister ! Dépistez-nous [1]

Le fait de se savoir tracé en permanence peut conduire à des comportements de soumission. Cela augmente le degré d'acceptabilité pour d'autres technologies comme la reconnaissance faciale ou la vidéo surveillance automatisée qui étaient, jusque là, déclarées illégales. C'est aussi la croyance aveugle dans la technologie et la surveillance comme principales réponses aux crises sanitaires, alors que seul un juste financement de la recherche scientifique et des services publics de santé permettrait de garantir des soins efficaces.



[1] Slogan tiré d'une banderole anonyme

On le sait bien, ces mesures prises "dans des circonstances exceptionnelles" pourront être intégrées dans la législation ordinaire comme cela s'est passé avec l'état d'urgence contre le terrorisme. C'est la "stratégie du choc" décrite par Naomi Klein : un état utilise une crise, renforcée par une mise en scène guerrière, pour imposer à la population des mesures prévues de longue date.

Mais, comme le déclare Edward Snowden, ancien employé de la NSA devenu lanceur d'alerte, "**nous vivons un moment qui restera gravé dans nos vies comme celui où le système aura été tellement mis à l'épreuve, tellement écartelé, avec des gouvernements tellement dépassés que nous nous retrouvons en mesure de changer les choses.**" À nous, maintenant, de nous mobiliser pour que surgisse une alternative faite d'entraide et de solidarité collective, loin du diktat du tout numérique vanté par la technocratie au pouvoir.

**Les collectifs et associations signataires** (voir volet "Qui sommes-nous")

***Vous pouvez signer la [pétition ici](#)***